

JOURNAL OF INTERDISCIPLINARY HISTORY OF IDEAS



2017

Volume 6 Issue 12

Item 7

– Section 4 : Reviews –

Comme des bêtes. Essay Review

by

Claude-Olivier Doron



JJHI 2017

Volume 6 Issue 12

Section 1: Editorials

1. *Homage to Donald Winch. Philosophy and Geography* (M. Albertone, E. Pasini)

Section 2: Articles. Special Issue: Philosophy and Geography

2. *Introduction: Philosophy and Geography* (E.C. Sferazza Papa)
3. *Incongruent Counterparts. Four Possible Ways of Interaction between Geography and Philosophy* (M. Tanca)
4. *One Sea, One Humanity. Modeling the Man-Sea Relationship in Friedrich Ratzel's Anthropogeographical Project* (C. Santini)
5. *L'idée de paysage entre esthétique et géographie* (M. Marano)

Section 3: Notes

6. *Intellectual History and the History of Economic Thought: A Personal Account* (D. Winch, with an Introduction by R. Whatmore)

Section 4: Reviews

7. *Comme des bêtes. Essay Review* (C.-O. Doron)
8. *Book Reviews* (D. Ragnolini, R. Soliani)

.....

Comme des bêtes. Essay Review

Claude-Olivier Doron

Essay Review : Recension de Pierre Serna, Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution (1750-1848), Paris : Fayard, 2017, 440 p. (ISBN 9782213684963, € 25,00).



1 C'EST un fait connu, au moins depuis La Fontaine : les animaux offrent une formidable matière aux réflexions politiques. Cette vérité n'a jamais été aussi nette qu'au cours de ces dernières décennies qui ont vu l'animal – et la question de sa place dans les sociétés humaines – devenir l'objet de réflexions multiples, depuis la philosophie politique et morale¹ jusqu'au droit, à l'anthropologie² et à l'histoire³. Cet *animal turn*, comme il est convenu de l'appeler, a

¹ Outre l'ouvrage classique de P. Singer, *La libération animale* (1975), Paris, Payot, 1993, voir, pour la France, les travaux d'Elisabeth de Fontenay (*Le silence des bêtes*, Paris, Fayard, 1998) et, plus récemment, de Corinne Pelluchon (*Manifeste animaliste. Politiser la cause animale*, Paris, Alma, 2017) et, dans un sens opposé, les travaux de Francis Wolff (notamment dans *Notre humanité*, Paris, Fayard, 2010).

² En 2011 se tenait ainsi en France, sous la direction de P. Descola, consacré au « tournant animaliste » en anthropologie. Voir en particulier les riches travaux de Frédéric Keck et Nicolas Fortané sur la biosécurité et la surveillance des animaux (F. Keck, *Un monde grippé*, Paris, Flammarion, 2010 ; Fortané, N. et Keck, F. (dir.) *La surveillance des animaux, Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 9, n° 2, 2015).

³ Voir, pour la France, les ouvrages classiques de Eric Baratay (notamment *Le point de vue animal. Une autre version de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 2012) et de Daniel Roche (notamment les trois

contribué à replacer au cœur des recherches tant le problème des difficiles frontières entre l'homme et l'animal, que la question des droits et de la souffrance des animaux, ouvrant la voie à des débats sur la manière de les insérer dans la cité et de leur ménager non simplement des protections mais une représentation dans la délibération politique. Il a aussi conduit à mettre en avant le fait que le gouvernement des animaux est souvent une manière de penser le gouvernement des hommes, la « biopolitique », telle que Foucault a pu la décrire, n'étant jamais très éloignée d'un art de gouverner les animaux¹. Si, donc, selon la fameuse définition d'Aristote, l'homme est un animal politique, il n'est peut-être pas si isolé que cela dans son genre. Tout animal est politique, dans un sens ou dans un autre. Politique, il peut l'être d'abord par analogie, dans la mesure où l'animal peut servir de modèle ou de repoussoir pour penser les sociétés humaines. Animaliser son ennemi ou celui que l'on veut asservir, ou prendre au contraire les animaux pour modèle de communautés à construire, ce sont là deux vieilles manières de faire de la politique avec l'animal. Mais ce ne sont pas les seules. L'animal est politique, aussi, dans la mesure où il est directement inscrit dans la *polis* : il y est l'objet de régulations, de multiples rapports, économiques, sociaux, juridiques et affectifs. Et l'une des questions qui va prendre tout son sens avec la Révolution sera bien celle-ci : s'il existe des droits naturels sur lesquels fonder les communautés politiques, et si les hommes naissent avec des droits qui doivent être assurés par la cité, ne pourrait-on pas étendre ces droits à ces êtres sensibles que sont les animaux ? Ces êtres qui vivent avec nous ne doivent-ils pas être protégés et représentés eux-aussi, d'une manière ou d'une autre ? Enfin, l'animal est politique aussi dans un autre sens : s'il est vrai que les XVII^e-XVIII^e siècles sont marqués, en Europe, par la formation de tout un ensemble de dispositifs de pouvoir qui visent à gouverner l'homme en

tomes consacrés à *La culture équestre de l'Occident. XVI^e-XIX^e siècle*, Paris, Fayard, 2008-2015). On signalera par ailleurs deux parutions récentes qui méritent d'être lues en complément avec le livre recensé ici de Pierre Serna, car elles décrivent superbement, sous l'angle politique en particulier, les rapports hommes-animaux sous l'Ancien Régime : Joan Pieragnoli, *La cour de France et ses animaux (XVI^e-XVII^e siècles)*, Paris, PUF, 2016 et Peter Salhins, *1668. The year of the animal in France*, New York, Zone Books, 2017.

¹ Nous nous permettons de renvoyer sur ce point à notre ouvrage *L'homme altéré. Races et dégénérescence (XVII^e-XIX^e siècles)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2016, dont la 2^e partie est entièrement consacrée aux « racines animales de la biopolitique ».

tant qu'être vivant dans ses fonctions animales (reproduction, nutrition, conditions d'existence et milieux de vie, etc.), il est tentant d'envisager une continuité, ou des possibilités de transfert, entre les techniques de gouvernement des animaux et le gouvernement des hommes comme êtres vivants. Tentation qui, assurément, ouvre une autre forme d'horizon politique commun à l'homme et à l'animal : non plus en termes de droits, mais en termes de modes, de techniques et d'objets de gouvernement.

C'est à la croisée de ces interrogations qu'il faut situer l'ouvrage remarquable que publie l'historien Pierre Serna, *Comme des bêtes. Histoire politique de l'animal en Révolution (1750-1848)* (Paris, Fayard, 2017, 440 p.). Ce livre explore, avec brio, une multiplicité de chantiers autour de l'histoire des rapports entre l'homme et les animaux dans ce moment charnière qu'est la Révolution française. Son premier mérite est ainsi de démontrer que des problèmes que l'on peut croire très contemporains, autour du droit des animaux ou de leur protection au nom de leurs souffrances, autour de la nécessaire mise en place d'une république écologique et végétarienne, soucieuse de l'équilibre entre l'homme et la nature, ont été posés avec netteté dès la fin du XVIII^e siècle. Les animaux sont un sujet, invisible et oublié mais pourtant omniprésent, des réflexions et des projets politiques qui animent la période révolutionnaire. Ce livre a d'ailleurs pour complément un autre ouvrage du même auteur : *L'animal en république. 1789-1802. Genèse du droit des bêtes* (Paris, Anarchasis, 2016). Pierre Serna y analysait en détail les diverses dissertations issues du concours proposé en 1802 par la classe des sciences morales de l'Institut national sur la question suivante : « Jusqu'à quel point les traitements barbares exercés sur les animaux intéressent-ils la morale publique ? Et conviendrait-il de faire des lois à cet égard ? ». Mais *Comme des bêtes* va bien au-delà de la simple genèse du droit des animaux et du problème de la cruauté envers eux. Il « se propose tel un chantier ouvert, avec l'ambition de présenter une histoire de la Révolution au travers des animaux et une histoire des animaux en Révolution, dans l'espoir de construire une histoire qui se voudrait totale, ou du moins tentant de ne négliger aucun des aspects importants des études animalières » (p. 22).

Projet ambitieux, donc, et qu'il faut spécifier aussitôt. Cette histoire « totale » est une histoire *politique* de l'animal en *Révolution*. Ce qui appelle deux remarques. D'abord, en dépit du fait que la chronologie de l'ouvrage s'étend de 1750 à 1840, elle est nettement resserrée sur la période révolutionnaire et le

début de l'Empire, entre 1789 et 1810. Pierre Serna, qui dirigea longtemps l'Institut de la Révolution Française, est l'un des plus fins spécialistes de la période ; sa maîtrise des multiples enjeux qui s'entrecroisent sur ces deux décennies lui permet de ne jamais sombrer dans les approximations ou les généralités, alors même qu'il aborde une variété impressionnante de terrains différents. Mais cela ne l'empêche pas de déborder parfois au-delà de ces bornes : il est en effet nécessaire, d'un côté, si l'on veut décrire la manière dont les animaux constituent un problème de police bien particulier à la charnière de l'Ancien régime et de l'ordre républicain, si l'on veut étudier les enjeux d'économie politique et de pratique vétérinaire qu'ils posent ou si l'on veut examiner leur place dans l'histoire naturelle, de remonter le fil du XVIII^e siècle. Et, d'un autre côté, pour prendre toute la mesure de ce que Serna appelle « la catastrophe raciale » et le processus d'animalisation d'un ensemble de segments de l'humanité qui se joue entre le Directoire et l'Empire, il faut s'aventurer dans les premières décennies du XIX^e siècle. Ces excursions nécessaires sont souvent réussies ; il arrive quelquefois qu'ils aboutissent à des approximations qu'on relèvera dans le cours de cette recension, mais dont il est impossible de tenir rigueur à l'auteur tant la matière dont il traite est riche, plurielle et complexe.

Insistons surtout sur le deuxième point : cette histoire est « une histoire *politique* des rapports entre les hommes et les animaux » (p. 13). Même si, nous y reviendrons, on peut regretter que ne soit jamais explicité nettement ce qu'il faut entendre ici par histoire *politique*, il est clair que ce qui donne son unité à la variété des terrains et des archives exploités par Serna, ce sont les différentes déclinaisons du concept de politique. Serna interroge ainsi, successivement, la place des animaux dans la cité, objets de police au sens où on l'entend au XVIII^e siècle ; leur rôle dans la constitution d'un ordre républicain, naturel et harmonieux, au travers d'une analyse fine des différents projets ayant conduit à la création du Muséum d'histoire naturelle et de sa ménagerie ; les enjeux économique-politiques liés à la régénération des troupeaux français et les efforts d'implantation des moutons mérinos en France, à travers la figure de François-Hilaire Gilbert, inspirateur d'une agronomie républicaine ; la manière dont l'animal sert à disqualifier les ennemis dans les combats particulièrement violents de la Révolution et comment s'impose peu à peu une vision animale du peuple et de certaines parties de l'humanité, en lien avec la réaction initiée après Thermidor, qui s'achèvera par le rétablissement de l'esclavage sous

Napoléon ; la tension ouverte, enfin, entre le choix qui consisterait à ouvrir la nouvelle communauté politique instituée par la Révolution aux animaux, en en faisant des sujets de droits, et celui qui consistera finalement à animaliser tout un ensemble d'infra-citoyens qui se verront privés de leurs droits. L'ouvrage de Serna traverse avec bonheur toutes ces variations possibles du concept de politique : du sens restreint de la politique comme affrontements idéologiques entre partis, opposition entre amis et ennemis au sein de la représentation nationale ; jusqu'au politique entendu en termes bien plus large d'organisation de la cité, voire de gouvernement d'un ensemble de processus économiques et biologiques qui concernent la communauté nationale ; en passant par le problème juridico-politique de l'accès aux droits et à la communauté des citoyens. Même si le lecteur est parfois désorienté par la multiplicité des enjeux et l'hétérogénéité des sources traitées, on peut dire que le pari de Serna est réussi : l'animal apparaît, à chaque fois, comme une clé de lecture riche et originale pour éclairer ces multiples facettes du politique pendant la Révolution.



2 L'OUVRAGE se compose de cinq parties de taille inégale, qui s'appuient sur des sources d'une variété impressionnante, puisqu'elles vont des archives de police de la Ville de Paris aux dictionnaires d'histoire naturelle ou aux ouvrages de Sade. La première décline un premier sens du politique : l'animal comme objet de *police*, c'est-à-dire du pouvoir administratif visant à assurer l'ordre public dans la ville. Comme le rappelle Serna, les animaux (chevaux, chiens, animaux de boucherie, animaux de spectacles, etc.) sont omniprésents dans le Paris d'Ancien Régime. Ils y posent des problèmes de police particuliers : problèmes de nuisance et d'accidents, qu'il faut réguler, et qui soulèvent parfois de petits conflits de classe entre piétons et riches propriétaires de carrosse ; problèmes de salubrité, particulièrement importants en ce qui concerne les abattoirs ou la présence d'animaux dans les maisons. Mais Serna s'attache surtout,

au travers des archives de police de la Ville de Paris et de divers almanachs, à retracer deux problèmes posés par les animaux dans l'espace urbain à la charnière de l'Ancien régime et de la Révolution. Le problème économique, d'une part, soulevé par l'approvisionnement et le contrôle du marché de la viande : la période révolutionnaire est marquée par une série de pénuries et la croissance d'un marché noir, lié aux aléas que connaît l'organisation du marché de la viande, entre abolition des corporations, instauration d'une gestion des boucheries par la municipalité et d'un contrôle des prix, puis finalement libéralisation du marché. D'autre part, la question posée par l'omniprésence, dans le Paris d'Ancien Régime, de spectacles et théâtres d'animaux dans les rues. Ces spectacles posent à la Révolution deux questions parallèles : celle de la cruauté et celle de la servitude. Le spectacle régulier de la cruauté envers les animaux ne risque-t-il pas de favoriser des mœurs cruelles dans la population ? Le spectacle de la servitude animale est-il compatible avec la célébration de la liberté retrouvée ? Dans le cadre du projet général visant à régénérer les mœurs des citoyens, ces spectacles de rue seront interdits et les bêtes sauvages exposées conduites au Muséum d'histoire naturelle, qui devient précisément, à partir de 1793, le lieu d'une intense réflexion sur la manière de construire – et de présenter au public – un ordre républicain harmonieux et naturel.

Tel est l'objet de la seconde partie, entièrement consacrée à la manière dont le Jardin des Plantes et sa ménagerie sont investis dans une série de projets politiques, visant à la fois à promouvoir un ordre harmonieux et pacifié entre les animaux, à étudier leurs mœurs et la manière de les transformer, et à éduquer le public à travers toute une pédagogie de la nature. La création de la ménagerie du Muséum est d'abord une nécessité liée à la fin de l'Ancien Régime : le transfert d'animaux venus des ménageries royales ou princières, en particulier, suppose la mise en place d'une institution pour les héberger. Mais, dès le mémoire de Bernardin de Saint-Pierre en 1793, proposant la création de la ménagerie, celle-ci prend un sens politique plus profond. Il s'agit d'abord – telle est la vision de Bernardin de Saint-Pierre – de promouvoir un ordre naturel harmonieux, où les animaux offriraient l'exemple d'une république pacifiée. Il s'agit ensuite d'en faire un lieu d'enseignements et d'expériences scientifiques, qui portent sur les effets sur la santé des animaux de leurs conditions d'existence (de la servitude, de l'enfermement, mais aussi de la musique), sur leurs croisements et leur reproduction, ou encore sur leur sociabilité naturelle et la possibilité

de transformer leurs mœurs. Sur ce point, les travaux de Frédéric Cuvier, qui s'occupe de la ménagerie, sont exemplaires. Mais, comme le souligne Serna, en dépit des positions alternatives d'un Bernardin de Saint-Pierre ou d'un Toscan, cet ordre républicain utopique se fonde largement sur la spoliation et la violence (ne serait-ce que pour l'approvisionnement des animaux, souvent issus des conquêtes de la République) et pose le problème de la servitude des animaux enfermés, souvent soumis à des mauvais traitements de la part de leurs gardiens. Les règlements de la Ménagerie s'efforcent justement de contrôler ce problème. Ce paradoxe d'un « nouvel éden » construit sur la servitude apparaît aussi dans la dernière fonction assignée à la ménagerie : fonction pédagogique, puisqu'il s'agit d'éduquer le public en favorisant les visites (et les cours gratuits) au Muséum. Comment « faire oublier au spectateur que les animaux sont prisonniers » (p. 132) ? Et comment, inversement, policer ces spectateurs eux-mêmes, les éduquer à travers le spectacle de la nature ? Serna montre, par une analyse des guides de visite de la ménagerie qui se développent alors, les leçons politiques qu'on tire régulièrement du spectacle des animaux.

La troisième partie prolonge l'étude de l'importance accordée par la République naissante aux animaux et à leur administration en se focalisant sur la figure du vétérinaire et agronome François-Hilaire Gilbert (1757-1800), qui se trouve au cœur des projets d'amélioration de l'agriculture qui animent le Directoire. Gilbert a connu son ascension dans les années 1780, au sein de l'École vétérinaire d'Alfort, en s'affirmant comme un infatigable défenseur des réformes agronomiques, en multipliant les enquêtes à travers la France et en défendant, en particulier, le système des prairies artificielles tout en plaçant l'animal au cœur de l'économie rurale. « Ecologue » des animaux, diététicien des citoyens » (p. 169) comme le présente Serna, parce qu'il envisage l'agronomie comme un système général en équilibre dont l'animal est le centre, Gilbert va subir, dans les premières années de la Révolution, le contrecoup de la défiance que les Révolutionnaires portent à l'École vétérinaire, incarnation de l'hippiatrie royale depuis sa fondation par Bourgelat. Mais il fait pleinement retour dans les commissions chargées des réformes de l'agriculture entre 1793 et 1795, auprès de toute une génération de réformateurs promis à un bel avenir, comme Fourcroy, Huzard, Parmentier ou Vilmorin. Gilbert est parfaitement intégré dans ces réseaux qui visent, à partir de 1795, à réformer l'agriculture et donner toute sa place à l'agronomie et la science vétérinaire dans la politique économique du

Directoire : « il partage pleinement le projet de la République directoriale désirant placer le propriétaire foncier au fondement du système socio-politique et disposer l'agriculture au fondement de la prospérité nationale » (p. 187). Volonté politique qui va de pair avec la reconstitution des diverses institutions pédagogiques et des dispositifs d'experts visant à guider « la masse indifférente, silencieuse, voire hostile des paysans » au moyen du savoir vétérinaire. Une multiplicité d'initiative sont prises en ce sens, depuis la refondation de l'école d'Alfort jusqu'à la promotion d'un réseau de sociétés d'agronomie. Les liens que Gilbert entretient avec le ministre de l'Intérieur François de Neufchâteau renforcent sa place dans le projet.

C'est grâce à son appui que Gilbert s'engage dans la grande affaire de son existence, pour laquelle, après de nombreuses péripéties, il sacrifiera sa vie : aller chercher en Espagne un troupeau de mérinos pour régénérer les moutons du Royaume en acclimatant cette race sur le territoire français. A la lecture de cette partie, on se demande parfois pourquoi Serna privilégie la figure de Gilbert à celle, par exemple, de Huzard, qui suit à peu près le même parcours mais le prolongera ensuite sous l'Empire et marquera plus profondément de son empreinte les dispositifs de gouvernement des animaux. La réponse, assurément, tient dans une petite note où Serna assume la « posture de l'empathie ». « Subjectivement, Gilbert force le respect et l'estime. C'est tout simplement quelque'un de bien » (p. 399). La note peut surprendre et l'on se demande parfois si l'empathie ne conduit pas Serna à gommer certaines des aspérités du projet incarné par Gilbert – lequel, au fond, s'inscrit pleinement dans la logique d'appropriation et de disciplinarisation des savoirs amateurs des éleveurs, dans la critique de l'ignorance, voire de la charlatanerie au nom d'un savoir vétérinaire surplombant. Mais cette note exprime assurément plus qu'un sentiment subjectif : plus que Huzard, par exemple, Gilbert incarne un projet républicain original, qui envisage l'agriculture comme un tout équilibré, attentif aux liens entre les animaux, leur environnement et les besoins des hommes. Il incarne aussi un certain engagement patriotique, capable de donner jusqu'à sa vie pour son projet de régénération des moutons français, là où Huzard se préoccupe plus de renforcer ses propres réseaux d'influences. Quitte à prendre parti, on peut comprendre qu'un historien attentif à l'engagement au service de la République se soit attaché à la figure, trop oubliée, de Gilbert.

Mais la politique, ce n'est ni simplement la mise en ordre de la cité, ni tous ces

grands projets visant à améliorer les ressources de la République. C'est avant tout « les formes de construction [et de représentation] des rapports de forces » dans une société (p. 217). De ce point de vue, la référence à l'animal est centrale dans la période révolutionnaire pour repenser les taxinomies sociales à l'aune des taxinomies naturelles et, plus prosaïquement, pour affronter l'adversaire dans un combat qui est parfois, à l'époque, un combat à mort. « Dans la tension et la radicalisation du processus politique, à partir de 1789, l'animalisation de l'adversaire devient effective dans les mots, dans les images. L'Autre devient l'Ennemi, avec l'aspect de la bête immonde à abattre. Jusqu'en 1794, le plus souvent c'est l'aristocrate qui est traité d'infrahumain. Après 1794, ce sera le peuple » (p. 218). La quatrième partie de l'ouvrage est consacrée à suivre cette évolution, au travers en particulier des figures de l'homme-tigre et du peuple-bête. On peut regretter néanmoins que Serna passe un peu vite sur l'animalisation des nobles dans le discours révolutionnaire. Il semble, en effet, que le lien entre question animale et critique de la noblesse est très profond : comme on le voit dans nombre d'archives citées par ailleurs par Serna, le problème même de la cruauté envers les animaux et de la manière dont elle peut progressivement dégrader le moral des hommes au point de tendre à la monstruosité morale, est souvent un moyen de dénoncer les privilégiés comme des tyrans et des monstres moraux. De même, le lien étroit entre animal, sauvagerie et noblesse est constitutif d'un discours antinobiliaire qui dénonce dans les privilèges et le mode de vie nobiliaires un mode de vie archaïque, fondé sur la rapine, la barbarie et la chasse, plaisir égoïste, sanguinaire et inutile. Tous ces discours seront bien loin de s'éteindre en 1794 et, s'il ne fait aucun doute que le peuple se trouve dès lors animalisé, il n'est pas sûr que les aristocrates cessent subitement de l'être. Soulignons, en tout cas, ces quelques pages rafraichissantes où Serna montre comment la Révolution, et l'abolition des privilèges en particulier, s'est d'abord traduite par la démocratisation du droit de chasse et, ce faisant, ont abouti pour les animaux à « un massacre sans précédent ». « Qui a dit et qui dira combien l'acceptation de 1789 et 1790 de la Révolution par la majorité des paysans [...] a été permise parce que la Révolution a fait de chaque citoyen un homme ayant le droit de tuer le gibier pour se nourrir ? » (p. 224). Cette chasse libérée se double vite d'une « chasse à l'homme » visant les personnes hors-la-loi – c'est-à-dire divers émigrés – en 1791, puis par l'animalisation de toutes ces bêtes dangereuses et nocives que représentent les aristocrates.

A partir de Thermidor, néanmoins, un renversement s'opère, que Serna analyse à travers une fascinante enquête sur la figure de l'homme-tigre. Comme il le montre, loin d'être une figure anodine, l'homme-tigre permet d'exprimer parfaitement la figure des Jacobins puis du peuple déchaîné en général. Le tigre, contrairement au lion, est cruel et sanguinaire, mais sans noblesse ni sans nécessité : il est la figure de celui qui usurpe le pouvoir du roi et se comporte comme un sauvage sans générosité. Serna suit l'évolution de cette figure qui servira, après Thermidor, à penser la Terreur en animalisant les Jacobins, de Robespierre à Carrier, avant de s'appliquer finalement au « peuple cannibale ». Pour retracer cette animalisation du peuple et, plus largement, l'omniprésence des réflexions sur la bestialité humaine dans la période révolutionnaire, Serna s'attarde ensuite sur deux auteurs littéraires : Louis-Sébastien Mercier, dont l'évolution traduit bien, selon Serna, une rupture marquée par la Terreur. Après 1794, Mercier semble particulièrement soucieux de sonder et de comprendre la part d'animalité et de sauvagerie présente au cœur de l'Homme. Son spiritualisme le conduit à voir dans la Terreur un moment qui a déchaîné la bestialité en l'Homme et brouillé les frontières, pourtant essentielles, entre l'homme et l'animal. Quant à Sade, Serna montre bien que, contrairement à ce qu'on pourrait attendre, la bestialité ne tient guère de place dans son libertinage : celui-ci est fondé sur la conscience et l'intelligence de la loi, sans laquelle nulle transgression et surtout, nul plaisir dans la transgression, n'est possible. Comme il le résume,

en aucun cas l'animal n'est relevé par les turpitudes libertines, ou érigé en modèle à suivre, ou porteur d'une vérité quelconque. C'est bien le contraire. Le libertinage de Sade impose une frontière stricte entre le monde des bêtes et celui des hommes. Sade est un cartésien dans ses vices. Il a besoin de tout son cogito pour jouir. (p. 281)

Avant de se tourner, dans une dernière partie, vers une autre forme d'animalisation radicale, celle des Noirs, en rapport avec l'émergence du « racisme » et le rétablissement de l'esclavage, Serna s'attarde sur un aspect méconnu de la période révolutionnaire : les diverses tentatives qui y ont été faites pour défendre le végétarisme et promouvoir le droit des animaux. En plus du concours proposé par l'Institut en 1802 (et déjà traité dans *L'animal en république*), Serna revient sur la figure de Boissel, révolutionnaire radical s'il en fût, tenant d'une république écologique et végétarienne, qui, après avoir développé

des projets incitant au retraitement des excréments humains en fumier comme moyen d'assainir les villes ou proposant une forme d'utopie sexuelle fondée sur l'amour libre et l'égalité entre hommes et femmes, envoi en 1793 au comité de Constitution un projet de Constitution « authentiquement universelle », dans la mesure où elle insère l'homme parmi les animaux et reconnaît à ces derniers des droits au nom de « l'association universelle » qui préside à l'ordre naturel. Parmi ces droits figure l'interdiction de tuer des animaux, y compris pour se nourrir : Boissel soutient donc une république végétarienne. Il n'est pas le seul : il existe tout un ensemble de groupes végétariens, sous la Révolution et le Directoire, que Serna évoque avec bonheur, depuis ces sans-culottes radicaux qui s'inspirent des philosophies hindoues jusqu'à ce groupe d'artistes, liés au peintre David, qui promeuvent le retour à l'antiquité et un régime végétarien.

Mais si, d'un côté, on trouve cette volonté d'étendre les droits civiques aux animaux, ouvrant l'espace républicain au-delà des citoyens humains, il est aussi une autre tentation, qui finalement l'emportera : celle qui consiste à animaliser plus ou moins radicalement certains hommes, et les priver de leurs droits. 1802 est, de ce point de vue, une date ambiguë : car si l'Institut y discute du droit des animaux, on y décide, en d'autres lieux, de rétablir l'esclavage. Serna se devait donc de conclure son livre sur ce qu'il appelle la « catastrophe raciale », étudiant l'émergence « d'un racisme spécifique visant la population noire comparée à une entité simiesque [*qui*] apparaît de façon précise à partir de 1802 » (p. 320). De cette catastrophe, Serna repère les traces, pêle-mêle, dans les attaques contre le « négrophilisme » portées par les représentants des colons, proches de Bonaparte ; dans l'évolution qu'il pense repérer dans les articles des dictionnaires d'histoire naturelle et, tout particulièrement dans les textes du médecin et naturaliste Virey, érigé ce faisant en véritable « tournant », même si Serna se défend par ailleurs de vouloir en faire un bouc émissaire : il serait plutôt le signe d'une « pathologie sociale », d'une forme de « névrose particulière », qui affecterait (subitement ?) la société française. Il faudra revenir sur ces points : il n'est pas sûr malheureusement que recourir ainsi au vocabulaire de la pathologie (sociale), ou invoquer un « tournant » bien tranché, qui coïnciderait miraculeusement avec la réaction politique et le retour de l'esclavage, permette de restituer pleinement les conditions, beaucoup plus complexes, beaucoup plus profondément ancrées surtout dans la logique politique (y compris de bien des républicains et des libéraux, et non simplement de quelque parti colonial ré-

actionnaire) d'émergence et de développement du racisme. Notons cependant une grande qualité : contrairement à toute une historiographie du racisme qui aime les raisonnements simples et manichéens, Serna ne confond pas nécessairement le polygénisme (c'est-à-dire affirmation de l'existence de différentes espèces d'hommes) et le racisme : si, par exemple, il est incontestable que Virey fournit un parfait exemple d'un polygéniste raciste, affirmant nettement une hiérarchie des races et la stricte infériorité des Noirs et rejoignant d'ailleurs bien des monogénistes de son époque ; Bory de Saint-Vincent, polygéniste souvent caricaturé par les historiens, est ici étudié avec beaucoup de finesse, lui qui soutient, au contraire, les luttes des Noirs, en particulier en Haïti ; se refuse régulièrement à hiérarchiser les « espèces » et dénonce la manière dont les mulâtres sont injustement réprouvés. Ses positions ne vont pas sans ambiguïtés, mais c'est un mérite du livre de Serna que de ne pas succomber, sur ce point, aux oppositions faciles – et combien trompeuses – entre un polygénisme nécessairement raciste contre un monogénisme nécessairement indemne de tout racisme. La réalité est bien plus complexe : à force de la simplifier, on se condamne à ne pas voir combien sont profondément ancrées dans les discours naturalistes comme dans les réflexions politiques de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, les racines du racisme.



3 FACE à un livre aussi riche et foisonnant que l'ouvrage de Serna, il est toujours injuste de pointer telle ou telle faiblesse : l'auteur a ouvert un nombre considérable de pistes, la plupart méconnues, et on ne peut espérer qu'il les domine toutes avec la même aisance. Ce qui frappe avant tout, dans l'ouvrage, c'est la maîtrise et la précision avec laquelle Serna aborde des champs aussi différents. C'est aussi et surtout l'extraordinaire générosité qui se dégage de ce livre : ce n'est pas le travail d'un historien froid et impassible qui observe les faits de loin, c'est le travail d'un historien qui s'engage et qui s'attache, mais

sans que jamais cela se fasse au dépens de sa rigueur scientifique. La dernière partie seule paraît un peu plus fragile : on nous pardonnera de nous y arrêter plus longuement parce qu'elle soulève des questions méthodologiques plus larges. Nous retiendrons deux points de discussion.

Le premier point porte sur le sens qu'il faut accorder au projet d'une histoire *politique* de l'animal : ce qu'il faut entendre par « histoire politique » n'est jamais clairement défini. On a vu que la richesse de l'ouvrage tenait à ce qu'il faisait jouer divers sens du concept de politique et qu'assurément l'animal était un enjeu fondamental, quel que soit le sens qu'on retienne. Néanmoins, les variations de ces sens – et les places ambiguës de l'animal dans chacun – ne sont jamais systématiquement explorées. Et surtout, les différents types de temporalités historiques qui correspondent à ces variations ne sont pas clairement distingués, si bien que n'est pas explicitée la manière dont il faudrait penser leurs articulations. Il faut pourtant distinguer une histoire événementielle du politique, qui suit des individus ou des groupes dans un champ idéologique polarisé et qui décrit, sur le temps court, des prises de positions et des retournements dans ce champ. C'est une histoire dramatique, articulée sur des dates pivots, nettement bornée, qui évolue au gré des événements politiques ponctuels et des jeux d'intérêts, d'influences de certains groupes. Elle n'est pas nécessairement superposable à une histoire qui s'intéresse aux évolutions plus profondes des concepts et des rationalités politiques, ou des objets et des techniques de gouvernement : celle-ci décrit des schèmes plus généraux, qui caractérisent des champs de possibilité au sein desquels se définissent de nouveaux objets et sujets politiques, des modes d'articulation entre techniques de gouvernement et savoirs, de nouvelles règles générales dans le gouvernement des hommes. Si la première histoire définit le mouvement individuel de telle ou telle pièce sur un échiquier, la seconde définit l'espace réglé des possibilités de mouvement de ces pièces sur le même échiquier. Elle ne se laisse réduire ni à l'analyse de figures individuelles, ni même à celle de réseaux d'individus aux intérêts et aux positions idéologiques bien tranchés ; elle analyse, dans l'histoire, la mise en place des scènes sur lesquelles ces prises de positions pourront se jouer. Sa temporalité est donc très différente. Et l'on pourrait ainsi faire varier de manière beaucoup précise les divers types de temporalités qui peuvent être associées à une histoire politique. L'un des problèmes qui se pose à une histoire politique – de l'animal ou d'autre chose – c'est donc de penser l'articulation entre ces

régimes d'historicité différents, qui renvoient à des sens différents du politique. Entre la temporalité des institutions politiques et des combats de partis ou lutte de réseaux ; celle des rationalités et des techniques de gouvernement ; celle des savoirs et des concepts, qui peuvent être mobilisés en lien avec ces rationalités ; celle enfin de l'effectivité de tout un ensemble de pratiques qui ont lieu dans l'épaisseur du social, il existe une profonde hétérogénéité. Lorsqu'on propose une histoire politique, il pourrait être utile de préciser à quel niveau on se situe et surtout comment on pense l'articulation entre ces différents niveaux. La pluralité et l'hétérogénéité des archives mobilisées par Serna renforcent cette question. Mais on peut comprendre que, puisqu'il s'agissait d'ouvrir des chantiers, de déblayer des terrains vierges, le travail d'étayement et de cartographie vienne en second lieu : il reste qu'il serait important de le mener pour que l'histoire politique prenne tout son sens.

On a, en effet, parfois l'impression, dans l'ouvrage de Serna, qu'histoire politique doit s'entendre dans un sens restreint, qui est celui d'une histoire événementielle du politique articulée autour de trois dates-clés : 1789, 1795 et 1802, soit : l'entrée en Révolution, la réaction thermidorienne, et la « catastrophe » où se précipitent pêle-mêle toutes les forces réactionnaires, aboutissant au rétablissement de l'esclavage, à l'animalisation des « Autres », comme au consulat à vie. Autrement dit, pour reprendre une formule braudélienne, il semble que le « temps court, à la mesure des individus » domine cette histoire politique et la détermine¹. D'où cette focalisation sur certaines figures particulières (de Gilbert à Virey en passant par Mercier) et le fait de repérer des « tournants » qui épousent l'histoire du politique dans son sens restreint. Cette détermination par le temps court ne fait pas nécessairement problème, mais elle peut présenter des limites qui apparaissent mieux dans la dernière partie. Eriger Virey en « tournant », jouer sur les coïncidences de dates entre la publication de son *Histoire naturelle du genre humain* (1801), le rétablissement de l'esclavage (1802) et le concours de l'Institut (1802), est certes séduisant. Mais l'on peut se demander si cela ne contribue pas à trop simplifier les conditions effectives tant du développement des discours naturalistes sur l'infériorité des « races humaines » que de leur intégration dans les réflexions politiques, en donnant l'impression

¹ Fernand Braudel, « La longue durée » (1958) in *Écrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, p. 45.

qu'elles sont de l'ordre de la « catastrophe » ponctuelle, qu'elles sont liées à des événements politiques massifs (le rétablissement de l'esclavage), et qu'elles ont un sens univoque et bien délimité, propre à certains intérêts, certains groupes réactionnaires. Cette focalisation sur le temps court – qui accorde une valeur particulièrement forte au « tournant » des années 1800, lequel finit par devenir une sorte d'événement total – ne contribue-t-elle pas à masquer d'autres temporalités, qui ne se laissent aucunement réduire à « ce récit précipité, dramatique, de souffle court »¹ ?

A tout le moins, il serait important de préciser l'articulation des différentes temporalités de l'histoire politique et examiner ce qui est de l'ordre des tendances de fond et ce qui est de l'ordre de l'événementiel et du conjoncturel. L'enjeu n'est pas neutre : ou bien on fait du « racialisme » une catastrophe liée à un moment de réaction et de trahison facilement isolable, associé à des intérêts et des enjeux idéologiques bien délimités ; on laisse entendre, ce faisant, que les « savoirs » qui se construisent alors sur les « races humaines » et sur les frontières entre hommes et animaux, « ressemble[nt] à de la science, imit[ent] l'anthropologie » (p. 345), mais sont en fait de simples produits idéologiques, *servant* à justifier une réaction politique. Ce qui implique que le partage entre « sciences » et « idéologies » est facile à tracer et que le savoir naturaliste sur les races humaines n'est pas, *en lui-même*, en général, traversé par ces dimensions de pouvoir et de domination, aussi bien chez Buffon ou Blumenbach que chez Virey, par exemple ; et qu'inversement, il y a une sorte de détermination univoque des énoncés de Virey par des motivations politiques et morales, comme si elles n'avaient pas aussi une cohérence dans les modes de fonctionnement du savoir de l'époque. Ou bien on distingue bien les différentes temporalités en

¹ Ibid., p. 44. Notons bien que ces interrogations s'appliquent, au-delà de l'ouvrage de Serna, à un ensemble de textes qui proposent aujourd'hui une « histoire politique » de tel ou tel objet et ramènent, de facto, cette histoire à une histoire événementielle du politique, réduisant la complexité de processus historiques hétérogènes, à la temporalité (et souvent la spatialité) plurielle, à l'unité rassurante d'un « moment » qui est souvent présenté comme un « tournant », lié à des événements politiques et la victoire idéologique d'un camp (cf par ex. J-L Chappey, *Sauvagerie et civilisation. Une histoire politique de Victor de l'Aveyron*, Paris, Fayard, 2017). Insistons-y, il ne s'agit pas de récuser en bloc cette approche et de rejouer, à 50 ans de distance, la querelle du temps court. Mais plutôt d'appeler à une réflexion sur l'articulation des temporalités différentes de l'histoire politique et à des précisions dans le maniement de certains concepts tels que « tournant » ou « moment », qui gagneraient peut-être à être nuancés.

jeu : le « racialisme », dans ce cas, ne peut aucunement se limiter à une catastrophe et à un tournant, ni à une aberration idéologique. Il est profondément ancré, à la fois dans les modes de raisonnement des savoirs de l'époque (et ce, depuis a minima le XVIII^e siècle) et dans les rationalités politiques. Il n'est pas cet épiphénomène lié à un moment de « réaction » ou de « retour » de la pensée conservatrice ou des intérêts des colons. Il irrigue, beaucoup plus profondément – et « positivement » – les réflexions et les rationalités politiques, notamment chez les libéraux et les républicains, depuis, là encore, au moins le XVIII^e siècle. Quand nous disons « positivement », nous disons qu'il n'y loge pas comme un accident, ou une contradiction, ou une trahison, mais bien qu'il a une certaine cohérence avec les projets de refondation de l'ordre social sur l'ordre naturel et les projets d'amélioration de l'espèce humaine, défendus par tout un ensemble de courants réformateurs au XVIII^e siècle. Non pas qu'il y ait pas effectivement des points de rupture qu'on puisse repérer, à un certain niveau, dans les années 1795-1802, mais nous ne sommes pas certains que parler de « catastrophe » et de « tournant » permettent vraiment d'en saisir le sens.

Pour le dire autrement, il n'est pas sûr qu'on puisse parler de « catastrophe raciale ». La plupart des éléments que Serna mobilise dans sa dernière partie pour en attester sont, en vérité, très largement présents dans les discours des naturalistes du XVIII^e siècle, quand ce n'est pas bien avant¹. Et surtout,

¹ La méthode utilisée par Serna pour la caractériser, qui se base notamment sur un échantillon de sept dictionnaires d'histoire naturelle entre 1752 et 1842 (même si l'auteur est bien loin de se limiter à ce balayage) présente quelques fragilités. Un exemple l'illustre : analysant les articles du *Dictionnaire universel d'histoire naturelle* paru en 1841, sous la direction de Charles d'Orbigny, avec les signatures – entre autres, d'Edwards et d'Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire – et constatant que les articles qu'il a choisis nuancent la valeur scientifique des différences anthropologiques, Serna note : « Un dictionnaire ne saurait résumer l'ensemble des points de vue scientifiques. Les formes du racisme et du racialisme scientifiques peuvent se développer ailleurs. Pourtant, force est de constater qu'ils ne passent pas par ces voix autorisées » (p. 351). On peut en douter : c'est précisément Edwards, membre de « l'aréopage autorisé » décrit par Serna, qui crée en 1839 la Société d'ethnologie de Paris, première société entièrement vouée à l'étude scientifiques des races humaines, après avoir en 1829 rédigé un article fondateur du « racialisme scientifique » ; c'est Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire qui est à l'origine, en 1795, de l'interprétation que fera Virey de l'angle facial ; quant à D'Orbigny, le moins qu'on puisse dire est que les travaux qu'il publie sur *L'homme américain* (1839) qui distinguent les Amérindiens en différentes races caractérisées par des traits physiques et moraux bien déterminés, ne se caractérisent pas par leur distance critique avec le « racialisme scientifique ». Malheureusement, la frontière entre voix autorisées de la science et voix obscures

ces éléments ne se superposent pas si facilement dans un tournant réactionnaire, qui lui-même se rabattrait sur le rétablissement de l'esclavage. Dire que, entre l'abolition de l'esclavage en 1794 (qui est, on le sait, bien plus le fait d'un concours de circonstances politiques à Saint-Domingue et n'annule d'ailleurs en rien l'exploitation et le travail forcé) et son rétablissement en 1802, « *comme pour justifier cette régression législative, il [a] fallu transformer l'Africain servile en Noir, puis rapprocher ce dernier des primates* » ; soutenir qu'un « racisme spécifique visant la population noire [...] *apparaît de façon précise à partir de 1802* », mérite discussion. Il y a longtemps que l'Africain servile a été transformé en Noir et rapproché des primates et ce indépendamment de toute question concernant le fondement juridique de l'esclavage civil, d'une part, et des événements politiques qui affectent la France. On voit mal, dans ce cadre, pourquoi Virey et 1802 doivent être érigés en « tournant ». Prenons un exemple : l'usage que Virey fait de l'angle facial élaboré par Camper pour en déduire l'infériorité intellectuelle et morale des Noirs n'est pas son invention, mais celle de Cuvier et Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, dans un article de 1795, qui n'a aucune proximité avec le rétablissement de l'esclavage – lequel, inversement, ne doit pas grand-chose aux discours naturalistes. Nombre des appréciations sur les Noirs proposées par Virey se retrouvent, mots pour mots, dans les textes de Cornélius de Pauw ou de Barrère au XVIII^e siècle, pour ne pas remonter bien plus haut dans le temps. Et – le point est sans doute plus important – elles sont portées par des auteurs qui refusent l'esclavage civil comme mode légitime de domination, de même, d'ailleurs, que par des auteurs qui se refusent à toute mise en continuité entre les noirs et les singes (cette dernière position, là encore, hérite d'une longue tradition). En outre, il pourrait être intéressant de se demander si des assertions de Virey telles que : « la nature admet donc, ou plutôt elle établit l'inégalité des races et des espèces [...] le monde est une vaste république où les rangs de chacun sont assignés », ne sont peut-être pas si contradictoires que cela avec les aspirations de tout un ensemble d'auteurs d'inspiration républicaine ou libérale qui, depuis le milieu du XVIII^e siècle au moins, souhaitent voir s'instaurer un ordre politique en adéquation avec les « vraies » inégalités, fondées sur la nature et les capacités, plutôt que sur les « fausses » distinctions et

de l'idéologie est assez poreuse...

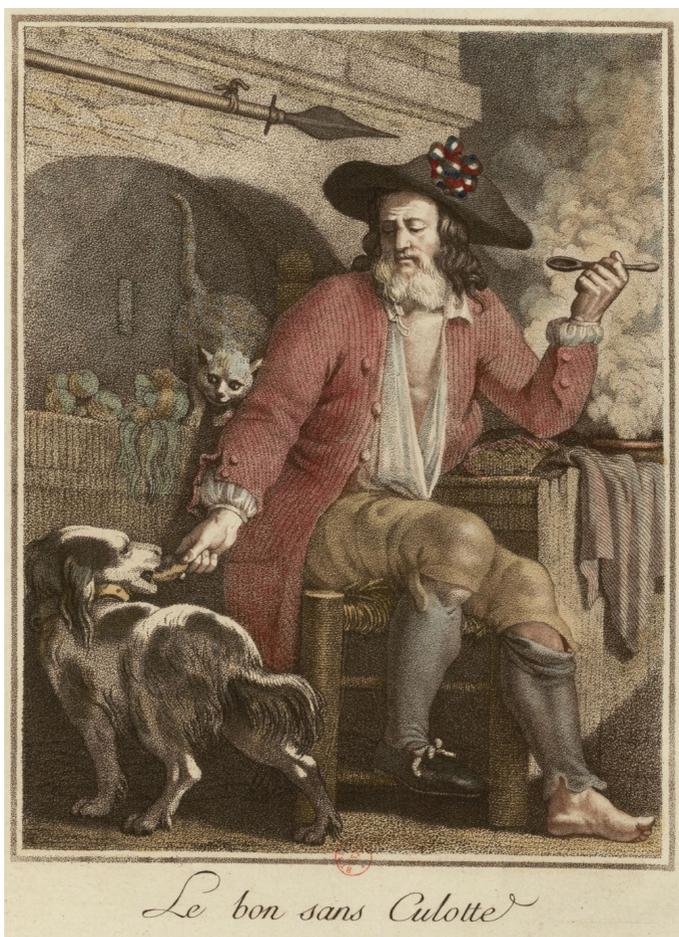
privilèges héréditaires de l'Ancien régime¹. Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a pas des transformations et des ruptures, mais plutôt de souligner qu'elles ne s'ordonnent peut-être pas toutes, aussi commodément, dans un « moment 1800 » où coïncideraient magiquement la réaction politique, le fixisme scientifique, l'animalisation des Autres et le rétablissement de l'esclavage. Elles s'opèrent sur des temporalités différentes, à la fois plus complexes et plus ambivalentes.

Nous nous attarderons pour finir sur un autre point, qui concerne l'ambivalence de la question de l'animal en Révolution et en République. D'un côté, en effet, l'ouvrage de Serna montre très bien en quoi le souci de la République pour l'animal ne saurait en aucun cas se limiter à la figure négative de l'animalisation : comme si animaliser les hommes, c'était simplement les dévaloriser, les rabaisser pour les priver de leurs droits. Car l'impératif de gouverner les fonctions animales de l'ensemble des êtres vivants pour les régénérer, le souci d'investir et d'agir sur les capacités naturelles et les mœurs des citoyens, de sorte à les améliorer et les modifier, sont autant d'éléments essentiels à bien des projets portés pendant la période révolutionnaire. Pour reprendre les analyses de Rosanvallon, en ouvrant l'espace de la citoyenneté politique et en engageant un effort d'inclusion de tout un ensemble de catégories de sujets au sein de cet espace, les révolutionnaires butent, du même coup, sur tout un ensemble de « bornes à l'universalisation », d'obstacles « anthropologiques », liés entre autres aux capacités « naturelles »². L'une des questions est dès lors la suivante : comment agir et transformer ces capacités naturelles, sinon en investissant les processus naturels à l'œuvre chez l'homme lui-même, *animal* politique ? Gouverner l'homme comme un être animal s'inscrit en continuité d'un certain projet républicain d'amélioration de l'espèce. De même, répétons-le, que le souhait d'ajuster l'ordre civil aux capacités naturelles, les deux questions s'articulant, puisque le problème est dès lors celui des marges, plus ou moins grandes, dont on dispose pour transformer – peut-être sur le très long terme – les dites capacités et convertir les sujets anthropologiques en citoyens. L'ingénierie sociale et l'ingénierie naturelle se trouvent intimement liées : les multiples projets et

¹ Voir, sur ce sujet, C-O Doron, *L'homme altéré*, op. cit., p. 332-366 ou Carson, John, *The Measure of Merit. Talents, Intelligence and Inequality in the French and American Republics, 1750-1940* (Princeton, Princeton University Press, 2007).

² Voir Rosanvallon, P., *Le sacre du citoyen*, Gallimard, 1992 et Balibar, E., *Citoyen sujet*, Paris, PUF, 2011.

discours qui vont fleurir pour penser les rapports entre « races humaines » – visant à les mêler à travers une politique systématique de croisements, à penser leur « association » dans un système naturel harmonieux ou à décrire leurs affrontements dans une lutte « nécessaire » – ne sont pas si étrangers qu'on le pense aux réflexions qui animent la « philosophie des Lumières ». C'est là qu'on peut regretter que, d'un autre côté, lorsqu'il s'agit de penser le processus d'animalisation du « peuple » ou de divers groupes humains, Serna ne se concentre que sur la manière dont elle procéderait, de manière univoque, d'une volonté radicale d'exclusion et de construction d'une altérité absolue, cherchant à figer dans des essences fixes, à instaurer des barrières infranchissables. Si cette dimension existe, à n'en pas douter, et s'il est utile de la pointer, elle ne suffit pas, à notre avis, à rendre compte des mécanismes par lesquels le peuple, les femmes, comme divers groupes racialisés, vont se trouver décrits comme des figures d'une « infra-humanité », d'une « sous-citoyenneté », au long du XIX^e siècle. Cette disqualification, aussi paradoxal que cela puisse paraître, peut parfaitement s'articuler à un impératif d'inclusion et à l'affirmation d'un horizon commun d'humanité. Disons-le autrement : si « l'infra-humanisation » de tous ces groupes était uniquement assignable à « un vaste bouleversement et retournement complet des idéaux de 1789 et de 1792 », à une « réaction » et un « basculement » aussi brutal que total, il ne serait pas aussi difficile que cela d'en finir avec elle. Et nous ne serions peut-être pas, aujourd'hui encore, en tous les points du monde, à nous débattre avec ses formes toujours renaissantes.



Le Bon sans-culotte (estampe, 1793-1794). Collection de Vinck. Un siècle d'histoire de France par l'estampe, 1770-1870, Vol. 45.
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b6950361z>.